

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48282

PROVISOIRE
Distribution
RESTREINTE
E/CN.14/ADE/1
12 juin 1962
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité des Neuf pour l'établissement
d'une banque africaine de développement
Première réunion
Monrovia (Libéria) 18-22 juin 1962

DISCUSSIONS RELATIVES AUX POINTS DE
LA RESOLUTION 52(IV) DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Point 4 de l'Ordre du Jour provisoire

(Document préparé comme base de discussions
à l'usage des délégués)

- I -

GENESE DU PROJET DE CREATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Lors de sa troisième réunion tenue en février 1961, la Commission Economique pour l'Afrique a souligné que l'exécution des programmes de développement économique au moyen de l'action concertée des secteurs public et privé nécessitait, en sus de l'assistance financière bilatérale et multilatérale, d'importants crédits à long terme, à des taux d'intérêts très modestes. Estimant qu'une institution financière internationale dont les opérations se limiteraient à l'Afrique pourrait répondre à un tel objectif, la Commission a adopté la résolution 27(III) invitant le Secrétaire Exécutif à effectuer une étude approfondie de la possibilité d'établir une banque africaine de développement et d'en lui faire rapport lors de sa prochaine session.

Cette étude a été confiée par le Secrétaire Exécutif à un groupe d'experts (voir document E/CN.14/129). Le groupe s'est réuni à Addis Ababa du 4 au 7 octobre et du 13 au 16 décembre 1961 et avait comme base de travail un document (No. E/CN.14/ESD/9 ou No. E/CN.14/129/Add.1) au préalable préparé par le Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique.

Discussions du groupe d'experts

Prenant en considération les sources actuelles d'assistance financière le groupe a convenu qu'un organisme de financement pour l'Afrique, s'il était efficacement organisé et dirigé pourrait être d'un grand concours pour attirer des capitaux additionnels extérieurs. Une telle considération était également basée sur l'expérience des institutions financières régionales existantes. Le groupe a également indiqué que le nouvel organisme pourrait rendre d'appréciables services en relation avec l'élaboration et l'exécution des projets à l'échelon régional; les gouvernements africains pourraient s'en servir aussi comme un centre où ils auraient la possibilité de comparer leurs programmes de développement économique et de les coordonner dans le sens d'une coopération économique régionale ou sous-régionale agissante. Le groupe a pensé que dans certains cas l'organisme pourrait donner sa garantie aux emprunts accordés aux gouvernements africains pour des fins de développement

économique ou servir d'intermédiaire pour la distribution des dons d'origine extérieure. L'organisme de financement pourrait servir de centre d'information, attirant l'attention d'éventuels investisseurs étrangers sur les possibilités d'investissement en Afrique et assistant les investisseurs dans la préparation des projets.

Le groupe a pensé que pour atteindre les objectifs mentionnés, l'organisme de financement devrait être doté d'une structure assez souple qui lui permettrait, suivant les besoins, de consentir des prêts satisfaisant les critères bancaires ordinaires, d'effectuer des opérations qui s'écarteraient de ces critères, de servir d'intermédiaire pour la distribution des dons, de participer aux dépenses de préfinancement ou de donner sa garantie aux prêts accordés aux gouvernements africains.

Les discussions du groupe d'experts ont ensuite porté sur le capital et l'échelle des contributions. Il a été fait remarquer que la Banque Inter-Américaine de Développement disposait d'un capital d'environ 800 millions de dollars dont les versements s'échelonnaient sur cinq ans (ceci sans tenir compte des dons de l'Alliance pour le Progrès) pour une région d'une population égale à celle de l'Afrique et que de ce montant 500 millions provenaient de source latine-américaine. Le revenu national de l'Afrique étant très inférieur à celui de l'Amérique Latine, il a été calculé qu'une contribution des pays africains d'un pourcentage de leur revenu national identique à celui des pays latins-américains rapporterait 150 à 200 millions, à verser sur une période de cinq ans. La faiblesse d'un tel montant a été soulignée tant par rapport au capital des autres institutions financières internationales et régionales, qu'en comparaison des besoins de financement de l'Afrique où un modeste programme de développement comprenant, par exemple, dix projets hydrauliques est susceptible de nécessiter des dépenses de l'ordre d'un billion de dollars en cinq ans, à peu près le quintuple de la contribution africaine. Pour que la Banque puisse être en mesure d'effectuer un programme raisonnable de développement, il a été alors estimé que serait nécessaire une contribution extérieure additionnelle d'environ cinq fois la contribution africaine.

Le groupe d'experts a pensé que les contributions aux ressources de la Banque pourraient consister en:

- I - Souscriptions au capital, principalement par les états africains;
- II - Contributions d'origine tant africaine que non-africaine pour le financement d'opérations ordinaires;
- III - Contributions d'origine africaine et non-africaine pour le financement d'opérations spéciales à arrêter d'un commun accord entre la Banque et ceux qui contribuent;
- IV - Fonds de sources diverses pour des projets ad hoc et destinés à être utilisés conformément aux arrangements à intervenir entre la banque et les donateurs.

Les fonds mentionnés aux alinéas II, III et IV proviendraient, en pratique, principalement de sources extérieures. Cette participation extérieure pourrait être liée à la question d'actionnaires non-africains à qui serait accordé un droit de vote restreint. En vue d'une telle éventualité, le groupe d'experts a proposé la création de deux catégories d'actions: actions de la catégorie A pour les souscripteurs africains, actions de la catégorie B avec droit de vote restreint pour les souscripteurs non-africains. L'accent a été aussi mis sur la possibilité d'assistance de la part des organisations internationales.

Le groupe d'experts a ensuite passé en revue les modalités possibles d'après lesquelles pourraient être évalués les montants à souscrire par les gouvernements africains. Ceux-ci pourraient soit contribuer un même montant sans considération de leur superficie ou de leur revenu national, soit souscrire un montant proportionnel à leur population, à leur revenu national, ou calculé d'après leurs quotes-parts au budget des Nations Unies. Cependant aucune conclusion n'a été atteinte. En sus du capital souscrit par les gouvernements, d'autres fonds pourraient être obtenus en Afrique soit par l'achat des obligations de la Banque soit par l'acquisition des titres d'entreprises financées par elle.

Les questions d'organisation, de direction, de contrôle de l'usage des fonds ont été ensuite discutées. Leur extrême importance a été mise en relief principalement dans la perspective de l'influence déterminante qu'elles peuvent jouer dans la mobilisation du capital extérieur. Cependant la question de la direction n'a pas fait l'objet de discussions détaillées et on a estimé qu'elle serait considérée ultérieurement.

En ce qui concerne l'organisation, plusieurs suggestions ont été faites. Il a été par exemple suggéré la formation d'un Conseil des Gouverneurs à prédominance africaine. Une composition similaire a été aussi proposée pour le Conseil des Directeurs. L'on a aussi considéré la possibilité de faire gérer les contributions à caractère spécial par des comités ad hoc dont la composition varierait suivant les cas.

Le groupe d'experts a exprimé le point de vue que les votes au Conseil des Gouverneurs des porteurs d'actions non-africains pourraient être limités à un maximum de 20 à 25 pour cent de l'ensemble. Les votes parmi les pays africains pourraient être répartis d'après l'un des trois critères suivants:

- Les pays africains membres contribuent un même montant et obtiennent un droit de vote égal;
- Les pays africains membres ont un droit de vote égal mais contribuent un montant proportionnel soit à leur superficie, soit à leur revenu national, ou à leur population;
- Chaque membre a droit à un droit de vote correspondant à une souscription minimum et obtient des voix additionnelles pour chaque fraction additionnelle souscrite.

Dans le cas où le capital de la Banque ne devrait être souscrit que par les pays africains, une suggestion a été faite au groupe d'experts, qui consistait à avoir des administrations différentes, suivant la nature des fonds. L'administration du capital et autres ressources ordinaires de la Banque pourrait être différente de celle des dons et autres contributions ou ressources spéciales. Les modalités de celle des dons et autres ressources spéciales pourraient être arrêtées après accord entre la Banque et les donateurs. Suivant une opinion, les donateurs non-africains

pourraient être représentés au Conseil des Gouverneurs, c'est-à-dire, à l'échelon de l'élaboration de la politique générale, laissant la direction entre les mains d'un Conseil de directeurs composé uniquement d'africains. Suivant d'autres opinions, les participants non-africains pourraient être représentés au Conseil des Directeurs ou constituer un comité consultatif qui participerait indirectement à la direction de la Banque.

On a souligné les difficultés probables de recrutement d'un personnel suffisamment qualifié dans les premières phases du fonctionnement de la Banque. On a fait alors remarquer que seulement deux tiers du personnel de la Banque Inter-Américaine de Développement étaient latino-américains.

Formation d'un Comité de Neuf :

Acceptant le principe de l'établissement d'une Banque Africaine de Développement, la Commission Economique pour l'Afrique a constitué aux termes de la résolution 52(IV) un comité de neuf ayant les attributions suivantes :

- 1.- entreprendre toutes démarches auprès de gouvernements et institutions en vue de l'établissement de la Banque;
- 2.- effectuer une étude approfondie de la structure financière et administrative probable de la future Banque ainsi que de la nature et l'étendue de ses opérations;
- 3.- rédiger un projet de statuts pour la future Banque et
- 4.- faire des recommandations sur son site.

Le comité a été invité à terminer ses travaux dans les six mois qui suivront l'ajournement de la session du printemps 1962 du Conseil Economique et Social et de soumettre un rapport circonstancié, avec documents à l'appui, à tous les gouvernements membres.

Dans l'accomplissement de sa tâche, le comité s'est proposé de tenir deux séances: la première à Monrovia en juin 1962 pour arrêter le plan de travail; la seconde à Addis Ababa en novembre 1962 pour mettre la dernière main au rapport destiné à une conférence des ministres des finances qui conformément à la résolution 52(IV) devra prendre toutes dispositions nécessaires en vue de l'établissement de la Banque.

Le Comité lors de sa réunion à Monrovia peut vouloir considérer comme opportune la formation d'un "Comité de Négociation" qui, afin de mener à bien sa tâche, pourrait se scinder en deux sous-comités, l'un qui serait chargé de négociations en Afrique, l'autre qui entreprendrait des démarches hors d'Afrique. Chaque sous-comité pourrait comprendre trois représentants de gouvernements assistés d'un consultant et d'un membre du Secrétariat de l'ONU. Un représentant du gouvernement serait choisi comme président des deux sous-comités afin d'assurer une continuité dans les démarches. A l'issue de la mission des deux sous-comités le "Comité de Négociation" se réunira à Addis Ababa pour la préparation de son rapport. Le Comité des Neuf se réunira à nouveau à Addis Ababa en novembre 1962 pour étudier le rapport du Comité de Négociation et préparer un rapport final ainsi qu'un projet de statuts qu'il doit soumettre à la Conférence des Ministres des Finances.

- II -

CONSIDERATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA STRUCTURE
ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE, LA NATURE ET L'ETENDUE
DES OPERATIONS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT^{1/}

Dans le cadre de ses attributions, le Comité des Neuf est sollicité de passer en revue la structure financière et administrative de la future banque africaine de développement ainsi que la nature et l'étendue de ses opérations. Les aspects y relatif ont été dans l'ensemble exposés dans le document de travail préparé par le Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique (document E/CN.14/ESD/9 ou E/CN.14/129/Add.1) ou ont fait l'objet de discussions par le groupe d'experts (voir document E/CN.14/129). Cependant, certains aspects, quoique déjà traités, mériteraient d'être plus approfondis. La présente étude a pour but d'attirer l'attention du Comité des Neuf sur ces points qui mériteraient d'être analysés plus en détail.

Structure financière:

Il doit être considéré de toute première importance de doter la banque de ressources lui permettant de jouer un rôle efficace dans le développement économique de l'Afrique. La participation au capital, l'administration et le contrôle des opérations sont autant de questions qui découlent de la structure financière.

^{1/} Le Secrétariat se propose de mettre à la disposition des participants au cours de la Conférence une note comprenant des considérations sur l'administration de la banque.

Le groupe d'experts a estimé qu'un montant annuel de l'ordre de 40 millions de dollars, soit un total de 200 millions sur une période de cinq ans, pourrait représenter la contribution africaine au capital de la banque. Mais aucune décision n'a été prise concernant les critères d'après lesquels seraient calculées ces contributions. Une autre approche consisterait en la souscription d'un même montant par les pays africains et en une contribution additionnelle sous forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, contribution qui varierait suivant la superficie et le revenu national.

Cependant, de l'avis du groupe, celle-ci pour remplir un rôle même modeste dans le développement économique de l'Afrique, devrait être dotée de ressources additionnelles de l'ordre de 800 millions de dollars.

La capacité de la Banque Mondiale et de la Banque Inter-Américaine de Développement de mobiliser des ressources additionnelles, autrement que par l'accroissement de leur capital est fonction:

- de l'importance de leur portefeuille de prêts productifs;
- de leurs avoirs liquides ou aisément mobilisables;
- de la partie non versée de leur capital.

L'importance du portefeuille d'effets et des avoirs liquidés ou aisément mobilisables est subordonnée au volume des ressources effectives de ces institutions. Leur capacité d'emprunter dépend, en fin de compte, du volume de ressources auxquelles elles peuvent faire appel pour faire face à leurs obligations, c'est-à-dire à la portion non versée de leur capital. Ceci explique pourquoi les statuts de la Banque Inter-Américaine de Développement stipulent clairement que le montant des emprunts contractés et des garanties accordées ne peut à aucun moment excéder celui du capital souscrit et des réserves accumulées. Il conviendrait de souligner qu'en septembre 1959, le capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement a été doublé afin de "renforcer la capacité de l'institution d'emprunter sur les marchés de capitaux."^{1/}

A la lumière de ces considérations, il s'avère nécessaire de rechercher quels sont les actifs qui pourraient garantir les obligations de la future banque. Etant donné les besoins économiques actuels de l'Afrique, la banque pourrait être amenée à financer un grand nombre de projets d'infrastructure, c'est-à-dire non immédiatement productifs. Le portefeuille de la banque pourrait ne comprendre d'autre part que peu d'effets aisément mobilisables, ce qui diminuerait sa capacité de contracter des emprunts assortis de garanties spécifiques. En l'absence de garanties qui reposeraient sur le capital non versé, la capacité d'emprunter de la banque dépendrait entièrement des 200 millions de participation africaine plus d'éventuels dons ou emprunts à caractère spécial qui pourraient être obtenus de gouvernements ou d'institutions financières non-africains. S'il s'avérait possible d'obtenir afin d'accroître le capital de la banque une participation non-africaine, le groupe d'experts a pensé que pourraient être émises deux catégories A et B d'actions: celles de la catégorie A pour les souscripteurs africains; celles de la catégorie B avec droit de vote restreint pour les souscripteurs non-africains. Un capital non-versé plus important augmenterait conséquemment la capacité d'emprunter de la banque.

^{1/} Voir IBRD Fifteenth Annual Report 1959-1960 page 6.

La banque africaine de développement et la mobilisation de capitaux extérieurs privés pour le développement économique de l'Afrique.

Il semble que l'un des principaux objectifs de la future banque devrait être de rechercher à canaliser vers l'Afrique des capitaux privés additionnels. Elle pourrait prospecter les possibilités d'investissement et les signaler à l'attention des milieux d'affaires étrangers. La Société Financière Internationale a commencé, récemment, à être très active dans ce sens. En 1961, à la suite de conversations engagées entre elle et la Banque Internationale d'une part, le Bureau Iranien d'Organisation du Plan, la Banque Iranienne de Développement industriel et minier d'autre part, elle a procédé en Iran à une enquête sur les possibilités de développement par le secteur privé de l'industrie chimique. Un rapport circonstancié a été publié, passant en revue les industries chimiques existantes et indiquant celles d'entre elles dont l'expansion devrait être considérée, énumérant des industries dont la création serait opportune et celles dont l'établissement devrait faire l'objet d'une enquête plus approfondie. A la requête du Gouvernement vénézuélien, la Société Financière Internationale a étudié les possibilités de l'établissement d'une industrie de conservation de la viande. D'autres projets d'enquête analogues sont actuellement à l'étude.

La banque africaine de développement pourrait aussi encourager l'apport en Afrique de capitaux privés additionnels en invitant les institutions financières étrangères à participer à ses opérations d'investissement ou bien à racheter périodiquement partie de son portefeuille. Il convient de signaler le succès obtenu à ce sujet par les institutions financières internationales existantes. La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement a déjà cédé pour plus d'un milliard de son portefeuille. Les acquéreurs ont été pour la plupart des banques commerciales et des banques d'investissement privées. Particulièrement en 1961, les effets cédés se sont élevés à 177 millions de dollars et les participations aux prêts ont totalisé 25 millions. En 1962, vers la mi-février, elle avait déjà vendu pour 131 millions de son portefeuille et obtenu la participation à 18 prêts d'investisseurs privés pour un montant de 30.5 millions de dollars.

Tous les effets vendus par la Société Financière Internationale l'ont été à des investisseurs privés. On s'attend à ce que s'accroissent les participations privées à ses investissements, maintenant qu'elle a été autorisée à souscrire au capital des sociétés. Elle pourra aussi souscrire à forfait ou garantir des émissions. A ce propos, elle a récemment discuté avec des représentants de banques privées d'un pays membre, de l'émission d'emprunts sur les membres étrangers par l'industrie privée locale. Elle a suggéré la possibilité d'un accord de principe aux termes duquel elle souscrirait ferme pour un certain montant de titres si ceux-ci ne pouvaient être vendus de façon satisfaisante.

La Banque Inter-Américaine de Développement a aussi encouragé les banques commerciales privées étrangères à participer à ses prêts. En 1961, trente et une banques des Etats Unis et d'Europe ont contribué sans sa garantie au paiement des premières échéances de la moitié de ses prêts pour un total de \$4,483,647 dollars. Une banque a participé à 8 prêts, une autre à sept, une autre à six et trois autres ont participé à 4 prêts. Quatre banques européennes, deux banques allemandes, une banque suisse et une banque italienne ont participé chacune à un prêt.

La banque africaine de développement et les banques nationales de développement.

L'un des objectifs de la banque africaine de développement pourrait être de contribuer à l'établissement de nouvelles banques ou sociétés nationales de développement et d'aider celles déjà existantes à étendre leur champ d'action. La banque pourrait aussi être très active dans l'établissement de sociétés de financement sous-régionales, analogues à celles de la Banque Centro-Américaine pour l'intégration économique. Au cours des dix dernières années, plusieurs banques de développement ont été établies avec l'assistance de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Et récemment la BIRD et la Société Financière Internationale ont discuté avec les gouvernements d'un certain nombre de pays aussi bien qu'avec des groupes financiers privés de la réorganisation de banques de développement existantes et de l'établissement de nouvelles. Elles pourraient être ainsi amenées à accorder à ces institutions une aide financière directe et à les aider à

trouver d'éventuels souscripteurs privés étrangers.

Le groupe des experts a pensé que la banque africaine de développement devrait se borner à financer des projets d'envergure. A ce sujet, un plafond de financement pourrait être déterminé qui pourrait varier suivant les pays, les projets et les catégories de ressources, plafond à fixer d'un commun accord entre la banque et le gouvernement en question. Le financement d'investissements en dessous de ce plafond serait à la charge des banques nationales de développement. Celles-ci pourraient obtenir de la banque des prêts qu'elles répartiraient entre les moyennes et les petites entreprises.

Les banques nationales de développement ont déjà servi d'intermédiaires pour la distribution de prêts des institutions financières internationales existantes. L'assistance financière à travers les banques de développement est pratiquée par la Banque Internationale depuis plusieurs années. Et il n'y a pas longtemps, l'Association Internationale de Développement et la Société Financière Internationale se sont engagées dans la même voie.

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement a récemment accordé: a) un prêt de 20 millions (le 4ième) à la "Industrial Credit and Investment Corporation of India" dont les porteurs d'actions sont privés et de différentes nationalités (indiens aussi bien que britanniques, américains et allemands); b) un prêt de 15 millions au "Pakistan Industrial Credit and Investment Corporation" dont les actions sont détenues par des investisseurs privés américains, britanniques, japonais et allemands aussi bien que pakistanais; c) un prêt de 2 millions à la Banque de Développement d'Ethiopie.

Un crédit de 5 millions de dollars a été accordé par l'Association Internationale de Développement à la Société de Développement de Chine (Taiwan).

La Société Financière Internationale a fait un prêt de 2 millions respectivement à deux institutions financières privées de Colombie. Après un amendement de ces statuts l'habilitant à participer au capital des entreprises, elle a converti une partie de chacun de ces prêts en souscription au capital de ces deux institutions. On s'attend à ce qu'elle participe de plus en plus au capital des nouvelles banques de développement.

Quant à la Banque Inter-Américaine de Développement, elle a, au cours de l'année 1961, prêté aux banques nationales de développement, 49.9 millions de dollars de ses ressources ordinaires pour être prêtés ensuite aux entreprises privées. C'est ainsi que par exemple, 15 millions de dollars ont été mis à la disposition d'un consortium de 20 banques locales argentines pour des prêts, à moyen et court terme, aux petits entrepreneurs, pour l'achat d'équipement; la Société Colombienne Financière de Développement Industriel a obtenu 1,05 million de dollars pour être répartis parmi les moyens et petits entrepreneurs pour l'acquisition de l'équipement nouveau; la Nacional Financiera de México a obtenu un prêt de 3 millions de dollars pour accroître les ressources du "Fondo de Garantía y Fomento de la Industria Mediana y Pequeña". De ses ressources spéciales, la Banque Inter-Américaine de Développement a consenti en 1961 aux banques nationales de développement six prêts d'un montant de \$31.8 millions pour être répartis ensuite parmi les entreprises privées. Parmi les banques bénéficiaires on a noté la Corporación Boliviana de Fomento qui a obtenu un prêt de 10 millions de dollars, l'Institut de Développement Agricole et Industriel d'Haiti qui a obtenu un prêt de 3.5 millions de dollars.

- III -

BIBLIOGRAPHIE

A. Publications ONU

Economie de l'Afrique

1. "Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950"
Numéro de vente: 59.II.K.1
(Etude générale de l'évolution de la situation économique en Afrique depuis 1950; contient une analyse de la structure et du développement économique des pays d'Afrique et traite d'une façon générale des modalités du développement économique de ces pays. Passe en revue divers secteurs tels que l'expansion de l'économie monétaire, l'évolution du commerce extérieur, la formation de capital comprenant les plans de développement et le financement des investissements.)
2. "Structure et développement de l'économie de quelques pays d'Afrique"
Numéro de vente: 58.II.C.4
(Structure et développement des économies de Rhodésie, Nyasaland, Maroc et Soudan, jusqu'à 1957).
3. "Rôle et structure des économies monétaires en Afrique tropicale (1953-1954)"
Numéro de vente: 55.II.C.4
4. "Développement de l'économie de marché en Afrique Tropicale (1952-1953)"
Numéro de vente: 54.II.C.4
5. "L'activité économique en Afrique, 1950 à 1954"
Numéro de vente: 55.II.C.3
6. "L'évolution économique en Afrique, 1954-1955"
Numéro de vente: 56.II.C.3
7. "L'évolution économique en Afrique, 1955-1956"
Numéro de vente: 57.II.C.3
8. "L'évolution économique en Afrique, 1956-1957"
Numéro de vente: 58.II.C.3
9. "Bulletin économique pour l'Afrique, 1961"
Document E/CN.14/67
10. "Bulletin économique pour l'Afrique, 1962"
Document E/CN.14/125
11. "Statistiques Africaines, 1962"
Document E/CN.14/125/Add.1

Economie générale

12. "Manual on Economic Development Projects"
Numéro de vente: 58.II.G.5
13. "An Introduction to the Technique of Programming"
Numéro de vente: 55.II.G.2
14. "Etude sur l'économie mondiale" (publiée depuis 1948)
(Importante étude annuelle sur les conditions économiques mondiales, notamment le commerce international, les paiements et la production. Depuis 1956, chaque étude contient en outre une analyse spéciale sur un sujet économique d'intérêt général.)
15. "Economic Development in Selected Countries"
Numéro de vente: 48.II.B.1
16. "Economic Development in Selected Countries"
Numéro de vente: 50.II.B.1
17. "Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés"
Numéro de vente: 55.II.B.1
18. "Methods of Financing Economic Development in Under-developed Countries"
Numéro de vente: 49.II.B.4
19. "Domestic Financing of Economic Development"
Numéro de vente: 51.II.B.1
20. "Mobilization of Domestic Capital in Certain Countries of Asia and the Far East"
Numéro de vente: 51.II.F.3
21. "Mobilization of Domestic Capital: Report and Documents of the First Working Party of Experts"
Numéro de vente: 53.II.F.2
22. "Mobilization of Domestic Capital: Report and Documents of the Second Working Party of Experts"
Numéro de vente: 53.II.F.4
23. "Process and Problems of Industrialization in Under-developed Countries"
Numéro de vente: 55.II.B.1
24. "Management of Industrial Enterprises in Under-developed Countries"
Numéro de vente: 58.II.B.5

Encouragement des investissements privés étrangers

25. "Les mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres"
Numéro de vente: 49.II.D.2
26. "Les courants internationaux de capitaux privés, 1946-1952"
Numéro de vente: 54.II.D.1
27. "Les courants internationaux de capitaux privés pour le développement économique des pays en voie de développement"
Document E/2546
28. "Financing of Economic Development: Recent governmental measures affecting the international flow of private capital"
Document E/2766; 1955
29. "Les courants internationaux de capitaux privés 1953-1955"
Document E/2901
30. "Les courants internationaux de capitaux privés" (1956)
Document E/3021
31. "Les courants internationaux de capitaux privés (1956-1958)"
Numéro de vente: 59.II.D.2
32. "Les courants internationaux de capitaux privés (1958-1959)"
Document E/3369
33. "Les courants internationaux de capitaux privés (1959-1960)"
Document E/3513
34. "Les moyens d'augmenter les courants internationaux de capitaux privés" (Rapport préliminaire)
Document E/3325
35. "Les moyens d'augmenter les courants internationaux de capitaux privés"
Document E/3492

B- Publications BIRD

36. Diamond W. "Development Banks" 1957
37. Boskey, S. "Problems and Practices of Development Banks" 1959
38. "The Economic Development of Guatemala" 1951
39. "The Economic Development of Iraq" 1952
40. "The Economic Development of Jamaica" 1952
41. "The Economic Development of Ceylon" 1953
42. "The Economic Development of Mexico" 1953
43. "The Economic Development of Nicaragua" 1952
44. "The Economic Development of Jordan" 1957
45. "The Economic and Social Development of Lybia"
46. "The Basis of a Development Programme for Colombia" 1950
47. "The Economic Development of British Guiana" 1953
48. "The Economic Development of Malaya"
49. "The Economic Development of Syria" 1955
50. "The Economy of Turkey - an analysis and recommendations for a development programme" 1951
51. "Surinam, Recommendations for a Ten-year Development Programme" 1952
52. "The Economic Development of Tanganyika"
53. "The Economic Development of Uganda"
54. "The Economic Development of Nigeria" 1955

C- Autres Publications

55. Financing of Economic Development in Latin America, Pan American Union
ES - Doc. 30/58
56. Montelibano A., Financing our Industrial Development in "Industrial Philippines" (Manila) February, 1956.
57. Hanson, H.A. The System of State Banks and their role in the development of public industrial enterprise in Turkey. Brussels, International Institute of Administrative Sciences, 1955.
58. "Industrial Development in Pakistan" in "Far Eastern Economic Review", Hong-Kong, April 1957.
59. Gupta, A.K.D., "State Financing of Private Enterprise in Postwar India", Calcutta, Modern Book Agency, 1956.
60. Bosu, Soroj Kumov: "Industrial Finance in India; a study in investment banking and state-aid to industry with special reference to India", Calcutta, University of Calcutta 1953.
61. Descontes, Sol Louis: "Financing Economic Development in Puerto Rico, 1941-1949" San Juan, Department of Finance, 1950.
62. Schuck, Walter P: "Financing the Advance of the Under-developed Countries", New York, 1955.
63. Robinson, E.A.G., "Problems of African Economic Development", paper submitted to the Regional Conference on Economic Development in Africa South of the Sahara, July 17-29, 1961 at Addis Ababa.
64. Higgins, Benjamin Howard: "Financing Development of Under-developed areas", 1955.
65. Siengh Blolgit: "Federal Finance and Under-developed economy", Bombay, Hind Kikabo, 1952.
66. Adler, J.H. "The Under-developed areas: Their Industrialization", New Haven, Yale Institute of International Studies, 1949.
67. Lewis, W.A., "The Aspects of Industrialization", Cairo, 1953 (National Bank of Egypt)
68. Lewis, W.A., "The Theory of Economic Growth", London, Allen and Unwin, 1955.
69. Lewis, W.A., "Report on Industrialization and the Gold Coast" 1953.

70. Mandelbaum, K., "The Industrialization of Backward Areas", 2nd ed Oxford, Blackwell, 1955.
71. Laufenburger, H., "Le Financement des Investissements" in Revue d'Economie (Uruguay) March-May, 1955.
72. Singer, H.W., "Problems of Industrialization of Under-developed Countries" in International Social Science Bulletin, Paris, 1954.
73. Hirschman, A.O., "Industrial nations and industrialization of underdeveloped countries" in Economia Internazionale, August, 1951.
74. De Roedt, P., "L'industrialisation des pays insuffisamment développés: aspects économiques", in Annales de Sciences Economiques Appliquées, Mars, 1955.
75. Moore, J.J., "Some Aspects of industrialization and cooperative development in under-developed areas", in the Indian Economic Review, New Delhi, August, 1953.
76. Wolf, C. and Suffrin, S.C., "Capital Formation and Foreign Investment in Under-developed Areas", Syracuse University Press, 1955.
77. Adler, J.H., "Fiscal and Monetary Implementation of Development Programs", American Economic Review, Papers and Proceedings, May, 1957.
78. Stalev, E., "The future of underdeveloped countries, - Political implications of economic development", New York, 1954.
79. Bohr, K.A., "Investment criteria for manufacturing industries in underdeveloped countries", Review of Economics and Statistics, May 1954.
80. Hirschman, A.D., "Investment policies in underdeveloped countries", in the American Economic Review, Sept., 1957.
81. Brill, Daniel H., "Financing of capital formation, in Problems of Capital Formation", Conference on Income and Wealth, Vol. 19, Princeton, 1957.
82. Chukwemeka, W. Industrialization of Nigeria, New York, William Frederic. Press, 1952.
83. Hughlett, L.J., "Industrialization of Latin America", New York, McGraw Hill.
84. Abarca, M., "La industrialización de la Argentina", Buenos Aires, Union Industrial Argentina, 1944.
85. Vieira, D.T., "The industrialization of Brazil", New York, Dryden, 1951.